

## **20221019 Lyon Bondy Blog**

<http://lyonbondyblog.fr/LBB/197-enfants-a-la-rue-dans-la-metropole-lyonnaise/>



[Lyon](#)

## **197 enfants à la rue dans la métropole lyonnaise**

par [Leo Ballery](#) 19 octobre 2022

Ce lundi, le collectif Jamais sans toit et l'association C.L.A.S.S.E.S ont organisé un rassemblement devant la préfecture. Un mouvement pour alerter sur le nombre d'enfants à la rue dans la métropole lyonnaise. Actuellement, 197 enfants vivent sans toit, dont 105 uniquement à Lyon, 23 d'entre eux ont moins de 3 ans.

197 enfants à la rue dans la métropole de Lyon. Un constat établi par le collectif [Jamais sans toit](#) qui lutte pour mettre à l'abri ces jeunes et leurs familles. Un chiffre en constante évolution. Actuellement, près de 105 enfants sont à la rue uniquement sur Lyon, dont 23 ont moins de 3 ans. En comparaison, le collectif recensait 72 enfants sans toit l'année dernière à la même période.

Cette augmentation peut s'expliquer de différentes manières selon le collectif. Si plusieurs familles ont été mises à l'abri lors de la crise sanitaire, cette aide a pris fin et les remises à la rue se sont enchainées, rapporte Fanny Talbot, qui s'occupe du recensement des familles pour le collectif.

<http://lyonbondyblog.fr/LBB/wp-content/uploads/2022/10/Audio-1-Fnnny.wav>

Pour les accompagner et les aider, Jamais sans toit dispose de différents recours. En premier lieu les centres d'hébergement et les hôtels, mais quand la situation est trop urgente et que les moyens financiers ne permettent plus de protéger ces enfants. Seule l'occupation d'école permet de les mettre à l'abri.

<http://lyonbondyblog.fr/LBB/wp-content/uploads/2022/10/audio-fanny-2.wav>

En plus d'une aide directe, le collectif Jamais sans toit et l'association [C.L.A.S.S.E.S](#), qui œuvre à la scolarisation des enfants sans toit, organisent des rassemblements de soutien. Ce lundi 17 octobre, à l'occasion de la Journée mondiale du refus de la misère, ils se sont rassemblés devant la préfecture.



Crédit : Léo

### **« On attend qu'il ouvre des places d'hébergement et qu'ils respectent la loi »**

« Plus aucun enfant à la rue ! On attend qu'il [NDLR : L'État] ouvre des places d'hébergement et qu'il respecte la loi ». Un message clair porté par plusieurs dizaines de personnes ce lundi devant la préfecture du Rhône. C'est dans un cadre festif que s'est tenu le rassemblement. Accompagné d'une fanfare, militants et familles ont pu, le temps d'un instant, oublier leurs conditions d'accueil. Au même moment, une délégation issue de différents collectifs lyonnais était reçue à la préfecture pour alerter les pouvoirs publics. Qui explique que chaque situation « sera examinée au cas par cas » et « priorisée selon le statut administratif et la composition de la famille », rapporte [Le Progrès](#).



[http://lyonbondyblog.fr/LBB/wp-content/uploads/2022/10/312255412\\_5586013041455078\\_2217022697514587882\\_n.mp4](http://lyonbondyblog.fr/LBB/wp-content/uploads/2022/10/312255412_5586013041455078_2217022697514587882_n.mp4)

Pour autant, collectif et association doute d'une possible amélioration des conditions d'accueil tant les places d'hébergement manquent et vont manquer. Le gouvernement souhaite la suppression de 7 000 places d'hébergement d'urgence d'ici la fin de l'année et 7 000 places de plus en 2023, soit près de 14 000 places en moins. Une mesure prévue dans le projet de la loi de finances qui sera débattu au Parlement début novembre. Une décision jugée « *irresponsable au regard des besoins observés sur le terrain et de la crise économique et sociale qui s'annonce dans un contexte inflationniste qui va plonger des milliers de ménages dans la misère* », dénonce le collectif lyonnais.

## Une délégation à l'Assemblée pour amender la loi finances

La [FCPE](#), [UNICEF France](#), le [Collectif des Associations Unies](#), la [Fédération des Acteurs de la Solidarité](#), et les collectifs fédérés au sein du [Réseau National d'Aide aux Élèves Sans Toit](#) auquel Jamais Sans Toit est rattaché ont été accueillis à l'Assemblée Nationale ce lundi. C'est dans le cadre d'une conférence de presse que cette délégation a pu interpeller les députés pour que le gouvernement renonce à son plan initial. « *Aucune place d'urgence ne doit fermer. Au contraire, il faut en ouvrir. Si on maintenait le nombre actuel, de places, ça ne suffirait pas* », précise Fanny Talbot.

Autre enjeu rapporté devant l'Assemblée, la question de la régularisation de ces familles. Leurs profils sont variés mais nombre d'entre eux sont des demandeurs d'asile, comme l'explique Sarah, médiatrice scolaire à l'association C.L.A.S.S.E.S.

<http://lyonbondyblog.fr/LBB/wp-content/uploads/2022/10/audio-sarah.wav>

Selon la délégation, il faut faciliter la régularisation de ces familles tant leur situation est urgente. Le gouvernement et l'Assemblée se pencheront sur la question début 2023 lors de la discussion du projet de loi sur l'immigration.

Si l'État ne semble pas remplir son rôle en matière de protection de l'enfance, [comme nous le rappelions dans un article début octobre sur les jeunes mineurs isolés eux aussi abandonnés dans la rue](#), la municipalité lyonnaise, quant à elle, affirme vouloir faire plus. Pour le moment, la mairie a déjà financé, à plusieurs reprises, des nuits d'hôtel aux familles et « *laisse le chauffage* » dans les écoles occupées. Le collectif Jamais sans toit reconnaît aussi qu'ils sont plus « *sympathiques* » que le précédent mandat qui n'hésitait pas à [envoyer la police lors d'occupations d'écoles](#). Là où l'actuel exécutif lyonnais tolère qu'elles soient occupées.

**Léo Ballery**